



Dépêche No. 858 | 19 septembre 2024

# Les Guinéens justifient la pratique du châtiment corporel sur les enfants malgré son interdiction

Dépêche No. 858 d'Afrobarometer | Mohamed Sylla, Hassana Diallo et Komi Amewunou

## Résumé

La Guinée fait du bien-être des enfants l'une de ses priorités dans ses grandes orientations de développement. Elle a pris des dispositions juridiques pour protéger les droits des enfants, notamment le Code de l'Enfant, qui interdit formellement le châtiment corporel et les autres types de violences et négligences envers les enfants (End Corporal Punishment, 2021). En plus, d'autres initiatives sont menées pour renforcer la protection des enfants et promouvoir leur bien-être telles que le programme « Education Pour Tous » et la création de l'Office de Protection du Genre, de l'Enfant et des Mœurs et du Parlement des Enfants (Bail, 2020).

Mais les pratiques nuisibles envers les enfants sont toujours persistantes en Guinée. En 2022, une fille sur deux sont mariées avant l'âge de 18 ans, 39% des filles de zéro à 14 ans ont subi une mutilation génitale, et 34% des enfants ne sont pas scolarisés (UNICEF, 2023). Aussi, la prévalence de la traite et du travail des enfants en 2020-2021 était encore à des niveaux élevés en Guinée, particulièrement dans les régions de Boké et de Mamou (Center on Human Trafficking Research & Outreach, 2023).

Cette dépêche rend compte d'un module d'enquête spécial inclus dans le questionnaire d'Afrobarometer Round 9 (2021/2023) pour explorer les expériences et les perceptions des Guinéens sur la promotion et la protection des droits des enfants.

La majorité des Guinéens disent que l'usage de la force physique pour discipliner les enfants est justifié mais estiment que sa pratique n'est pas répandue dans leur communauté. Des majorités de répondants disent que les cas d'enfants non-scolarisés sont fréquents dans leur communauté, mais qu'il est rare que les enfants soient victimes de violence, maltraités ou négligés.

Seulement des minorités affirment que des sources d'aide et de soutien sont disponibles pour les enfants vulnérables de leur communauté. Et deux tiers des Guinéens se disent insatisfaits des efforts du gouvernement dans la protection et la promotion du bien-être des enfants.

## L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 ont été lancées en janvier 2024. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Guinée, conduite par Stat View International, s'est entretenue avec 1.200 adultes guinéens en août 2022. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de

confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées en Guinée en 2013, 2015, 2017 et 2019.

## Résultats clés

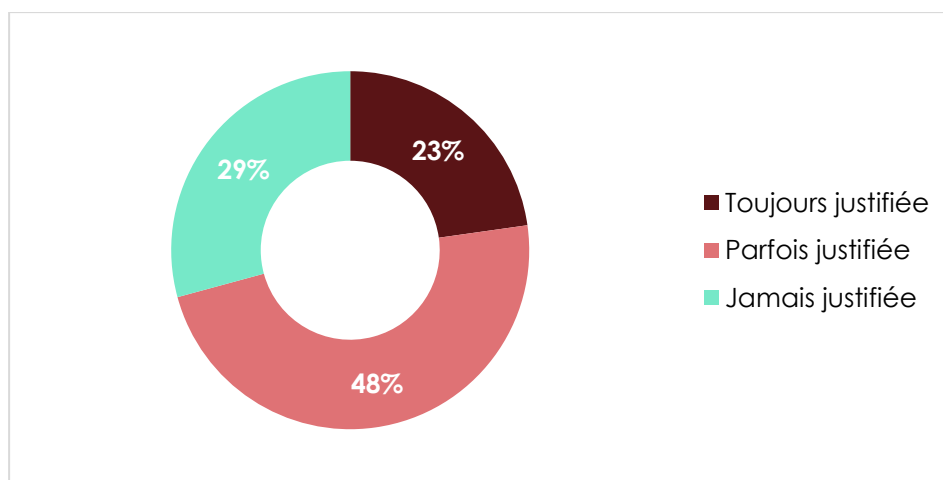
- Sept Guinéens sur 10 (71%) pensent qu'il est « parfois justifié » ou « toujours justifié » que les parents utilisent la force physique pour discipliner leurs enfants.
  - La majorité (59%) des répondants disent que l'usage de la force physique sur les enfants n'est « pas très fréquent » ou « pas du tout fréquent » dans leur communauté.
- Pour 71% des répondants, il n'est « pas très fréquent » ou « pas du tout fréquent » que les enfants de leur communauté soient victimes de violence, maltraités ou négligés. Mais plus de la moitié (52%) des Guinéens déclarent qu'il est « assez fréquent » ou « très fréquent » que les enfants en âge d'être à l'école n'y soient pas.
- Moins de la moitié des répondants affirment qu'il existe des sources d'aide ou de soutien aux enfants abusés, maltraités ou négligés (49%) ; aux enfants ayant un handicap physique (44%) ; ainsi qu'aux enfants ou adultes ayant des troubles mentaux ou émotionnels (41%).
- Deux tiers (67%) des Guinéens désapprouvent les performances de leur gouvernement dans la protection et la promotion du bien-être des enfants.

## Recours à la force physique pour discipliner les enfants

Le châtiement corporel des enfants est une violation de leurs droits et compromet leur bien-être physique et psychologique (Organisation Mondiale de la Santé, 2022). Que pensent les Guinéens de cette pratique ?

Même si le Code de l'Enfant en Guinée interdit le châtiement corporel, sept citoyens sur 10 (71%) pensent qu'il est « parfois justifié » (48%) ou « toujours justifié » (23%) que les parents utilisent la force physique pour discipliner leurs enfants (Figure 1).

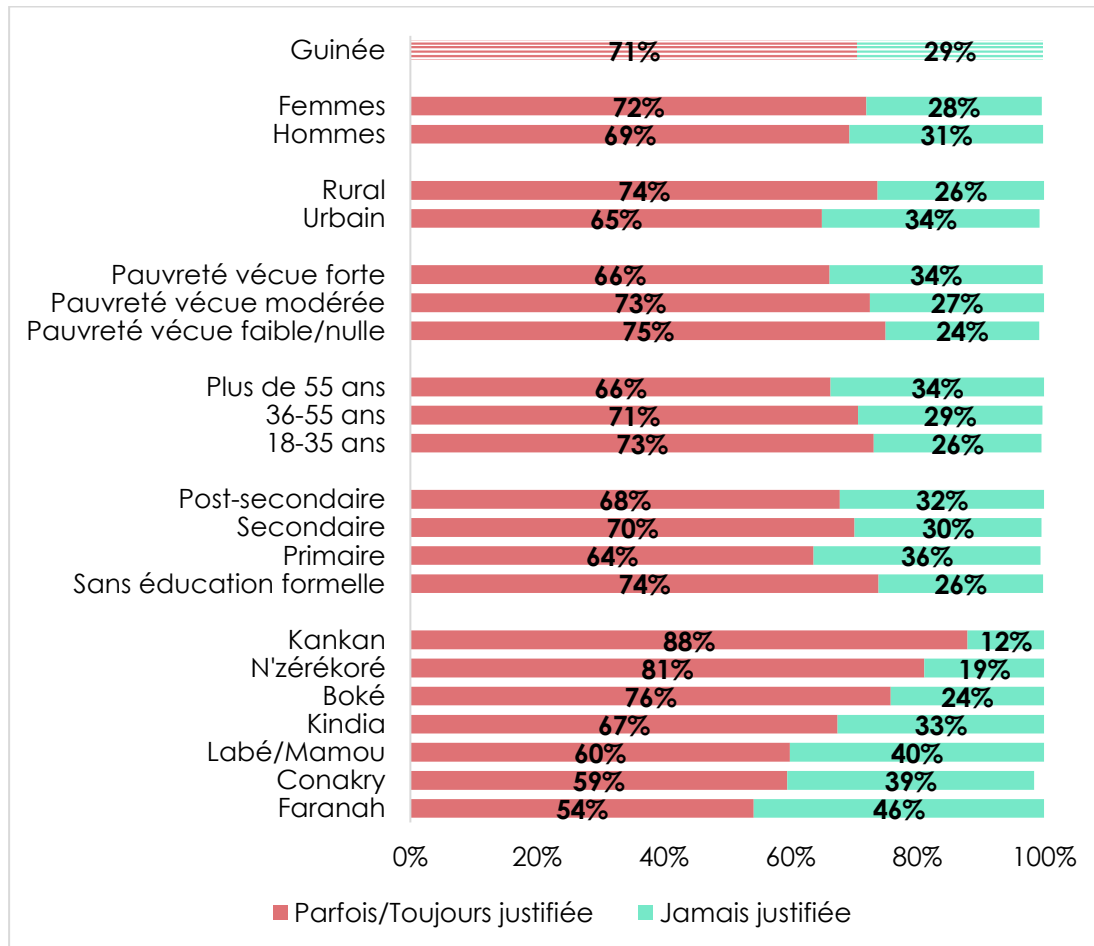
**Figure 1 : L'usage de la force physique pour discipliner les enfants est-il justifié ou non ? | Guinée | 2022**



**Question posée aux répondants :** Pour l'action suivante, veuillez me dire si d'après vous elle est toujours justifiée, parfois justifiée ou jamais justifiée : Que les parents utilisent la force physique pour discipliner leurs enfants ?

Le soutien au châtement corporel des enfants est plus élevé parmi les jeunes (73% des 18-35 ans) que parmi les plus de 55 ans (66%). Il est aussi plus prononcé dans les villages (74%) et dans les régions de Kankan (88%), N'zérékoré (81%) et Boké (76%) qu'en ville (65%) et dans les autres régions du pays, et augmente avec le niveau de richesse des répondants, allant de 66% des plus démunis à 75% des plus nantis<sup>1</sup> (Figure 2).

**Figure 2 : L'usage de la force physique pour discipliner les enfants est-il justifié ou non ?** | par groupe démographique | Guinée | 2022



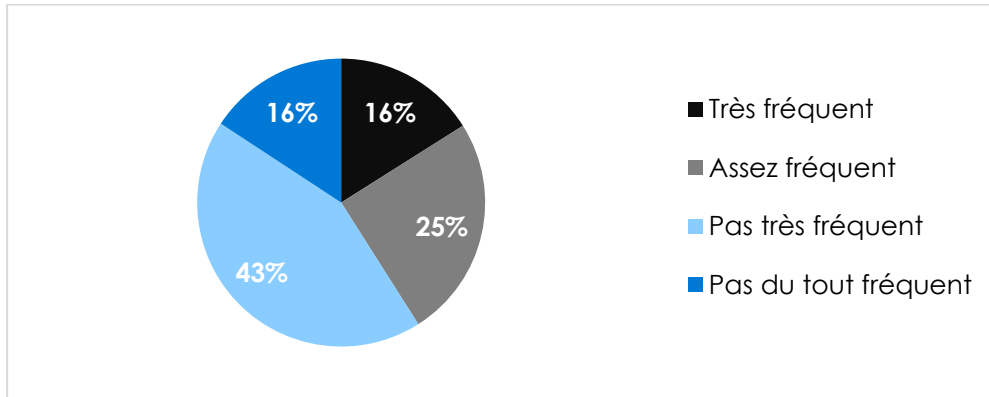
**Question posée aux répondants :** Pour l'action suivante, veuillez me dire si d'après vous elle est toujours justifiée, parfois justifiée ou jamais justifiée : Que les parents utilisent la force physique pour discipliner leurs enfants ?

Quant à la perception de la pratique de la force physique dans la discipline des enfants, la majorité (59%) des Guinéens disent que ce fait n'est « pas très fréquent » (43%) ou « pas du tout fréquent » (16%) dans leur communauté. Toutefois, jusqu'à 41% des répondants perçoivent assez fréquemment cette pratique dans leur localité (Figure 3).

<sup>1</sup> L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

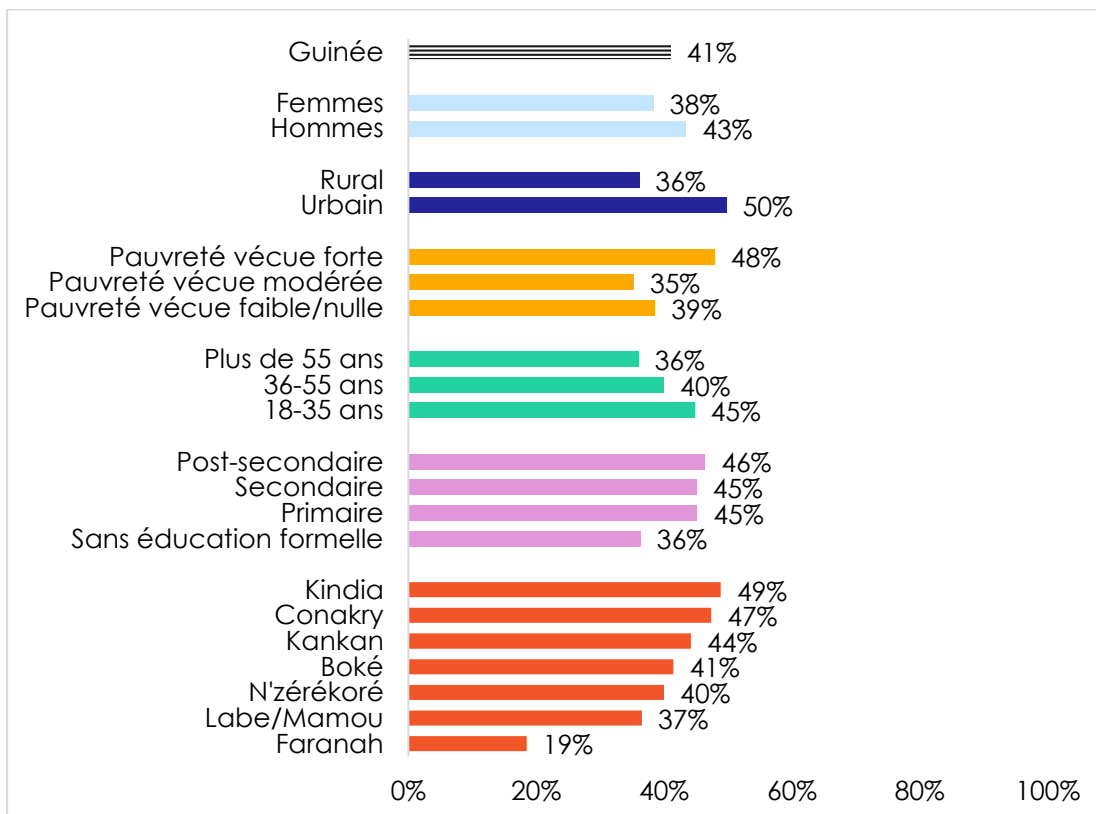
La pratique de la violence dans la discipline des enfants est plus perçue en milieu urbain (50%), à Kindia (49%) et à Conakry (47%) que dans les villages (36%) et les autres régions de la Guinée. Cette perception est également plus répandue parmi les pauvres (48%), les plus instruits (46%), les jeunes (45%) et les hommes (43%) que parmi les personnes plus aisées (35%-39%), les non instruits (36%), les plus de 35 ans (36%-40%) et les femmes (38%) (Figure 4).

**Figure 3 : Fréquence d'usage de la force physique pour discipliner les enfants**  
 | Guinée | 2022



**Question posée aux répondants :** A quelle fréquence croyez-vous que la chose suivante se produit dans votre collectivité ou votre quartier : Les adultes utilisent la force physique pour discipliner les enfants ?

**Figure 4 : Les adultes utilisent fréquemment la force physique pour discipliner les enfants** | par groupe démographique | Guinée | 2022



**Question posée aux répondants :** A quelle fréquence croyez-vous que la chose suivante se produit dans votre collectivité ou votre quartier : Les adultes utilisent la force physique pour discipliner les enfants ? (% qui disent « assez fréquent » ou « très fréquent »)

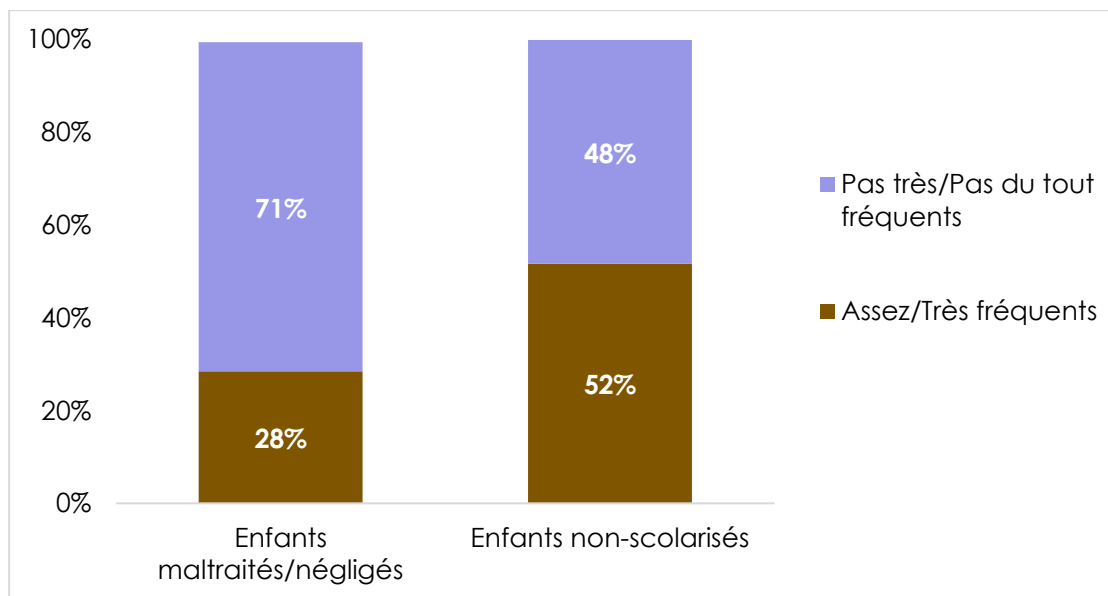
## Abus, maltraitance et négligence des enfants

Les enfants sont parfois vulnérables de négligence et d'abus, allant de la non scolarisation à la maltraitance.

En Guinée, sept répondants sur 10 (71%) disent que les cas de violence, de maltraitance et de négligence envers les enfants ne sont « pas très fréquents » ou « pas du tout fréquents » dans leur communauté. Mais 28% ne partagent pas cet avis (Figure 5).

Mais plus de la moitié (52%) des citoyens déclarent qu'il est « assez fréquent » ou « très fréquent » que les enfants en âge d'être à l'école n'y soient pas.

**Figure 5 : Fréquence de non-scolarisation et de maltraitance des enfants | Guinée | 2022**



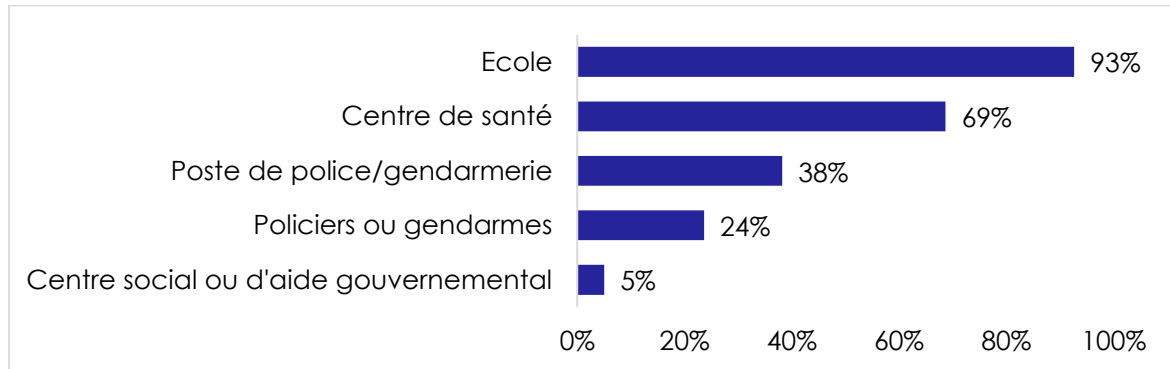
**Questions posées aux répondants :** A quelle fréquence croyez-vous que les choses suivantes se produisent dans votre localité ou votre quartier :

- Les enfants sont victimes de violence, maltraités ou négligés ?
- Les enfants qui doivent être à l'école et ne sont pas à l'école ?

Un des facteurs qui peut affecter le bien-être des enfants est l'absence des services sociaux et de protection des enfants au niveau des localités. Lors des travaux de terrain, les enquêteurs font des observations dans chaque zone de dénombrement (ZD) qu'elles visitent sur les services et les installations disponibles dans la zone. Comme les ZD visitées sont sélectionnées pour représenter la population du pays dans son ensemble, ces données fournissent des indicateurs fiables de la disponibilité de ces infrastructures et services.

En effet, les enquêteurs ont constaté la présence d'une école dans ou à une distance de marche de 93% des ZD visitées. Des centres de santé ont été vu dans 69% des ZD. Par contre, d'autres services et activités relatives à la sécurité ont été moins aperçus, notamment les postes de police ou gendarmerie (38%), les policiers ou gendarmes (24%) et les centres sociaux ou d'aide gouvernemental (5%) (Figure 6).

**Figure 6 : Disponibilité de services dans la ZD | Guinée | 2022**



**Questions posées aux enquêteurs :** Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci ?

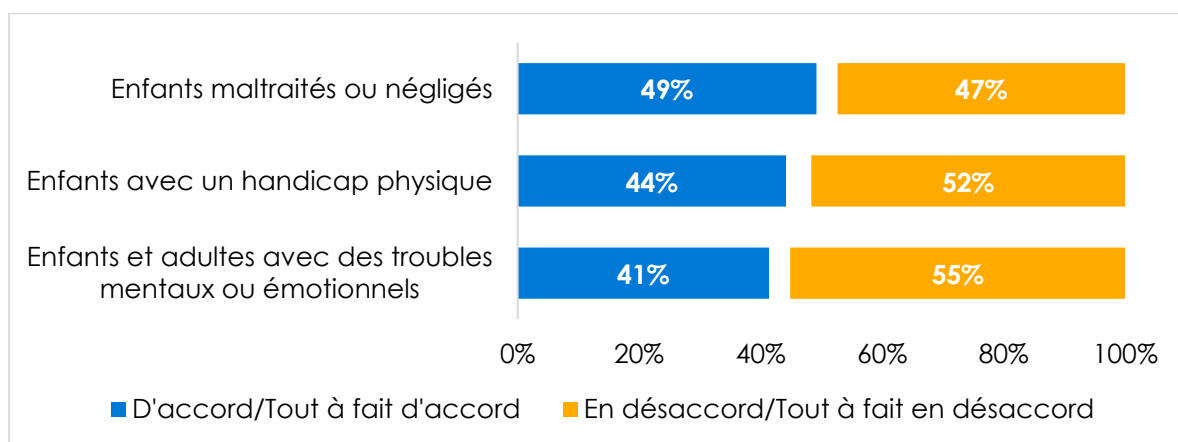
Quant à des services plus spécialisés, seulement la moitié (49%) des Guinéens déclarent que des sources d'aide ou de soutien sont disponibles dans leur communauté pour les enfants abusés, maltraités ou négligés. Environ quatre sur 10 disent la même chose au regard des enfants portant un handicap physique (44%) et des enfants ou adultes ayant des troubles mentaux ou émotionnels (41%) (Figure 7).

La disponibilité d'aide pour les enfants maltraités ou négligés est plus perçue en ville (54%) et par les répondants plus instruits (58%) (Figure 8).

La perception de l'existence d'aide aux enfants portant un handicap physique est plus répandue en ville (49%) et parmi les plus instruits (48%-49%) que dans les villages (41%) et parmi les moins instruits (42%).

Quant à l'aide aux enfants et adultes avec des troubles mentaux ou émotionnels, elle est plus perçue par les citoyens (48%), les plus économiquement défavorisés (47%) et les plus instruits (45%) que par leurs homologues respectifs.

**Figure 7 : Existe-t-il un soutien aux enfants vulnérables ? | Guinée | 2022**



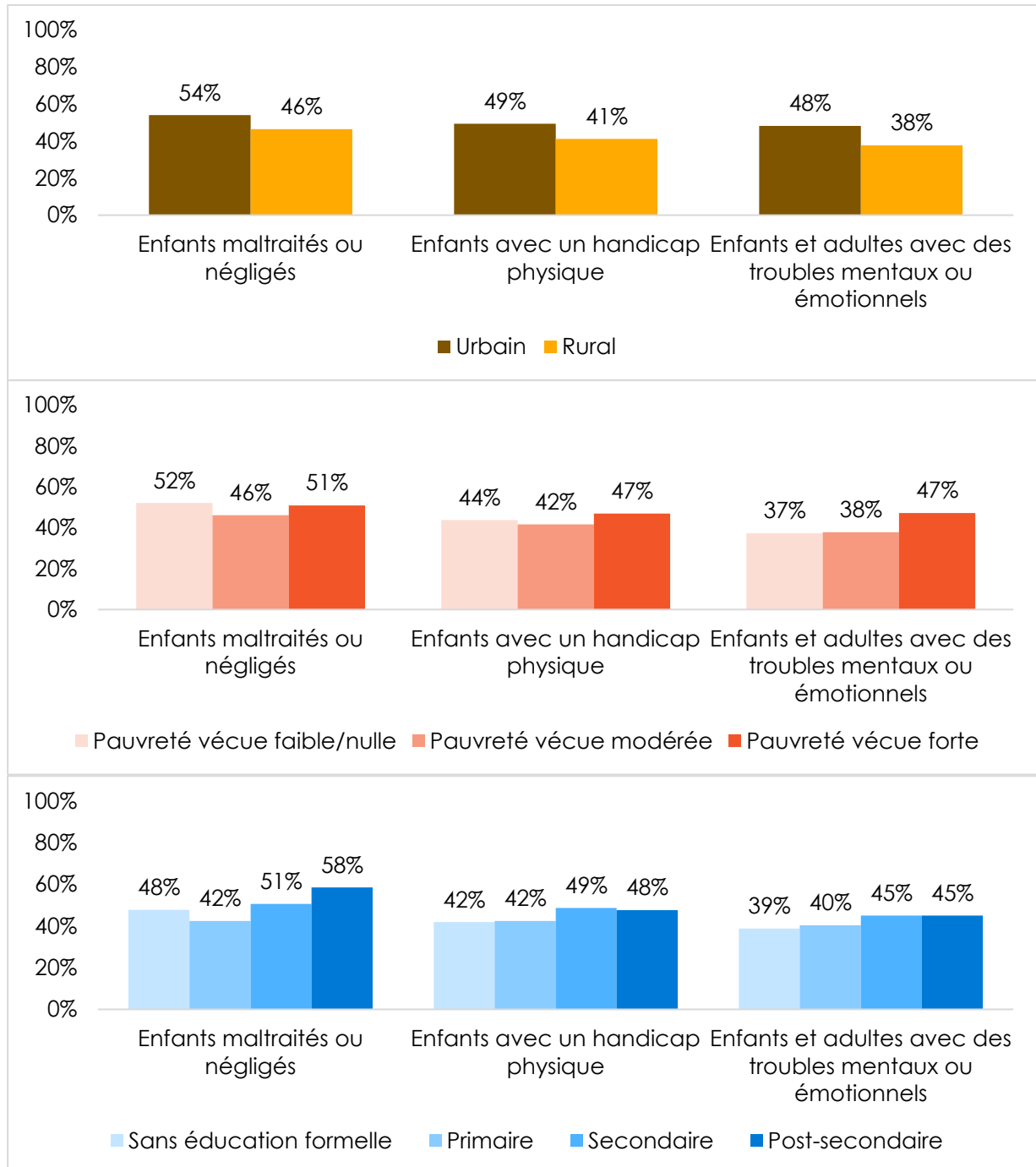
**Questions posées aux répondants :** Veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou en accord avec chacune des affirmations suivantes :

*En général, les membres de cette communauté peuvent obtenir de l'aide pour les enfants abusés, maltraités ou négligés ?*

*Dans ma communauté, les enfants ayant un handicap physique sont généralement en mesure d'obtenir le soutien dont ils ont besoin pour réussir dans la vie ?*

*Dans ma communauté, les enfants et les adultes ayant des troubles mentaux ou émotionnels peuvent généralement obtenir l'aide dont ils ont besoin pour mener une bonne vie ?*

**Figure 8 : Existence d'aide aux enfants vulnérables** | par groupe démographique  
 | Guinée | 2022



**Questions posées aux répondants :** Veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou en accord avec chacune des affirmations suivantes :

*En général, les membres de cette communauté peuvent obtenir de l'aide pour les enfants abusés, maltraités ou négligés ?*

*Dans ma communauté, les enfants ayant un handicap physique sont généralement en mesure d'obtenir le soutien dont ils ont besoin pour réussir dans la vie ?*

*Dans ma communauté, les enfants et les adultes ayant des troubles mentaux ou émotionnels peuvent généralement obtenir l'aide dont ils ont besoin pour mener une bonne vie ?*

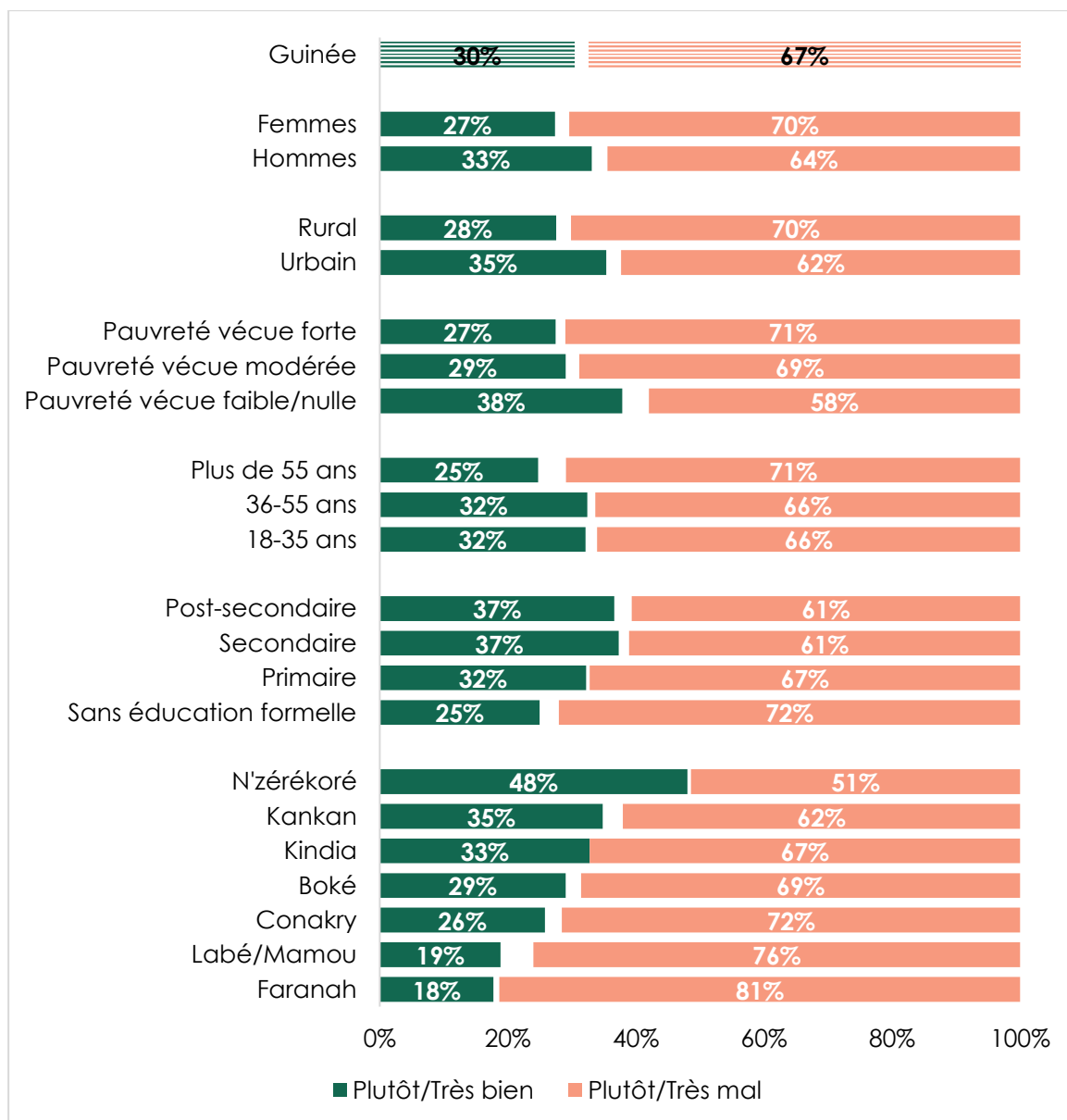
(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

## Efforts du gouvernement pour la protection des enfants

Deux Guinéens sur trois (67%) désapprouvent les performances de leur gouvernement dans la protection et la promotion du bien-être des enfants (Figure 9).

Les femmes sont plus insatisfaites de cette performance que les hommes (70% vs. 64%). Les résidents des milieux ruraux (70%), les non nantis (69%-71%), les personnes âgées de plus de 55 ans (71%), les non instruits (72%) et les résidents de Faranah (81%) et de Labé/Mamou (76%) sont plus nombreux à se plaindre de la performance du gouvernement dans la protection et la promotion du bien-être des enfants.

**Figure 9 : Performance du gouvernement dans la protection des enfants** | par groupe démographique | Guinée | 2022



**Question posée aux répondants :** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la protection et promotion du bien-être des enfants vulnérables, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

## Conclusion

Malgré les efforts déployés par le gouvernement pour protéger et promouvoir les droits des enfants, les Guinéens restent insatisfaits des résultats. Des efforts supplémentaires seraient donc nécessaires non seulement de la part des gouvernants mais aussi des citoyens, qui continuent de justifier l'utilisation de la force physique pour discipliner les enfants malgré son interdiction par la loi.

Le gouvernement devrait être plus rigoureux dans la promotion du bien-être des enfants et renforcer la proximité des services sociaux d'aide gouvernementale pour prendre en compte les attentes et les besoins des Guinéens en matière de protection des enfants vulnérables. Une sensibilisation sur le Code de l'Enfant s'avère également important afin d'influencer les perceptions des citoyens sur les droits des enfants.

---

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter  
notre outil d'analyse en ligne au  
[www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

---

## Références

- Bail, J. (2020). Enfants de Guinée : Concrétiser les droits de l'enfant en Guinée. Humanium. 25 novembre.
- Center on Human Trafficking Research & Outreach. (2023). La traite et le travail des enfants en Guinée : Une étude à méthodes mixtes pour estimer la prévalence et analyser le point de vue des parties prenantes sur la prise en charge et la prévention.
- End Corporal Punishment. (2021). La Guinée interdit tous les châtiments corporels des enfants. 28 janvier.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Organisation Mondiale de la Santé. (2022). Violence à l'encontre des enfants.
- UNICEF. (2023). Pour chaque enfant, des résultats. Rapport annuel 2022.

**Mohamed Sylla** est responsable communication de Stat View International, le partenaire national d'Afrobarometer en Guinée. Email : msylla2013@gmail.com.

**Hassana Diallo** est chargé de communication pour l'Afrique francophone pour Afrobarometer. Email : hdiallo@afrobarometer.org.

**Komi Amewunou** est rédacteur pour Afrobarometer. Email : akomi@afrobarometer.org.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University, University of Cape Town et University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de l'Agence Norvégienne de Coopération au Développement via le Projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminata, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce [lien](#) ou ce [lien](#). Pour discuter du financement institutionnel, contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Suivez nos publications sur #VoicesAfrica.



Dépêche No. 858 d'Afrobarometer | 19 septembre 2024